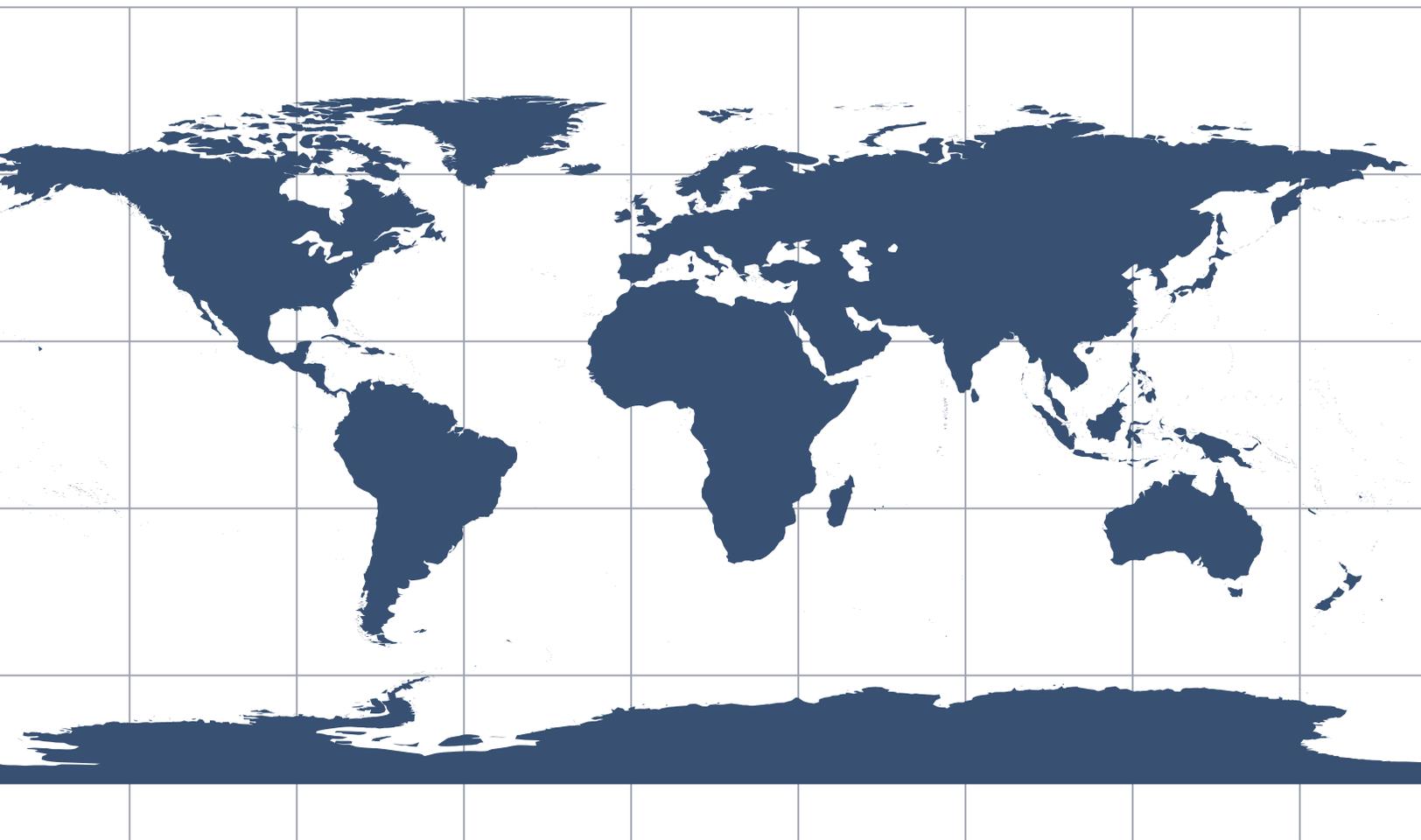


Situation et perspectives de l'économie mondiale 2018



NATIONS UNIES
DÉPARTEMENT DES AFFAIRES
ÉCONOMIQUES ET SOCIALES

Résumé

Perspectives du développement macroéconomique mondial

À mesure que faiblissent les vents contraires générés par la crise financière mondiale, les décideurs disposent d'une plus large marge de manœuvre pour s'attaquer aux problèmes de plus long terme qui freinent le développement durable

Ces dix dernières années ont été marquées par une série de crises économiques et de chocs négatifs de grande ampleur : d'abord la crise financière mondiale de 2008-2009, puis la crise européenne de la dette souveraine entre 2010 et 2012 et, enfin, les corrections des prix des produits de base entre 2014 et 2016. À l'heure où s'apaisent ces crises et les vents contraires persistants qui les ont accompagnées, l'économie mondiale a pris de la vigueur, offrant davantage de latitude pour réorienter les politiques de manière à résoudre les problèmes de plus long terme qui ralentissent le développement durable dans les domaines économique, social et environnemental.

En 2017, la croissance économique mondiale s'est établie à 3 %, selon les estimations, ce qui représente une nette hausse par rapport au taux de seulement 2,4 % de 2016 et correspond au niveau le plus élevé enregistré depuis 2011. Les indicateurs du marché du travail continuent de s'améliorer dans un large éventail de pays et les deux-tiers environ des pays du monde ont connu une croissance plus forte en 2017 que l'année précédente. Au niveau mondial, la croissance devrait demeurer stable, à 3 %, en 2018 et 2019.

L'intensification de l'activité économique est plus ou moins marquée selon les pays et les régions

L'accélération récente de la progression du produit mondial brut est attribuable pour l'essentiel au renforcement de la croissance dans plusieurs économies développées, bien que l'Asie de l'Est et l'Asie du Sud restent les régions les plus dynamiques du monde. L'amélioration conjoncturelle observée dans les pays sortant actuellement de la récession, comme l'Argentine, le Brésil, la Fédération de Russie et le Nigéria, est aussi à l'origine d'un tiers environ de la hausse du taux de croissance mondial entre 2016 et 2017. Toutefois, ces gains économiques restent inégalement répartis entre les pays et les régions, qui, pour bon nombre, n'ont pas encore retrouvé un taux de croissance suffisant. Pour beaucoup d'exportateurs de produits de base, les perspectives économiques demeurent sombres, illustrant la pension des pays trop tributaires d'un petit nombre de ressources naturelles à connaître

des cycles d'expansion et de contraction de l'activité. De surcroît, le potentiel de l'économie mondiale à plus long terme a été mis à mal par la période prolongée de faiblesse des investissements et de croissance atone de la productivité qui a suivi la crise financière mondiale.

Les conditions s'améliorent, mais l'ampleur des incertitudes et les niveaux croissants d'endettement risquent d'empêcher une reprise plus généralisée de l'investissement

Les conditions d'investissement se sont globalement améliorées, grâce notamment à une faible volatilité financière, à la moindre fragilité du secteur bancaire, à la reprise observée dans certains secteurs des produits de base et à l'embellie macroéconomique mondiale. Les coûts de financement restent bas de manière générale et les écarts de rendement ont diminué sur de nombreux marchés émergents, en raison d'une baisse des primes de risque. Cette évolution a favorisé une augmentation des flux de capitaux à destination des marchés émergents, y compris une hausse des prêts transnationaux et une intensification des activités de crédit dans les économies développées et en développement.

Le climat plus favorable a contribué à une légère reprise de l'investissement productif dans certaines grandes économies. La formation brute de capital fixe est à l'origine d'environ 60 % de l'accélération de l'activité économique mondiale en 2017. Le point de départ de cette amélioration est très bas, après deux années de croissance de l'investissement exceptionnellement faible, s'inscrivant elle-même dans un épisode prolongé d'investissement globalement décevant à l'échelle mondiale. La reprise plus marquée et généralisée de l'investissement dont dépendent le renforcement de la croissance de la productivité et l'accélération de la réalisation des objectifs de développement durable pourrait être compromise par les profondes incertitudes entourant les politiques commerciales et les conséquences possibles de l'ajustement des bilans des principales banques centrales ainsi que par la progression de l'endettement et l'aggravation des fragilités financières à plus long terme.

La reprise du commerce mondial pourrait pâtir d'une accentuation des tendances protectionnistes

Le commerce mondial a rebondi en 2017. Au cours des huit premiers mois de l'année, les échanges internationaux de marchandises ont enregistré leur croissance la plus rapide depuis la crise. Ce rebond est principalement dû à l'augmentation de la demande d'importations en Asie de l'Est, sur fond de progression de la demande intérieure encouragée par des politiques accommodantes dans la région. Dans plusieurs grandes économies développées, les importations de biens d'équipement sont reparties à la hausse, les entreprises réagissant favorablement à l'amélioration des conditions d'investissement.

Les récentes reconfigurations des principales relations commerciales, sous l'effet notamment de la décision du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord de quitter l'Union européenne et de celle des États-Unis d'Amérique de renégocier l'Accord de libre-échange nord-américain et de revoir les termes de ses autres accords commerciaux, font craindre un durcissement des obstacles au commerce et une exacerbation des différends commerciaux. Cette situation pourrait s'aggraver si les autres pays mettent en œuvre des mesures de rétorsion. Un environnement commercial de plus en plus restrictif risque de

grever les perspectives de croissance à moyen terme, compte tenu des liens se renforçant mutuellement entre la croissance du commerce, de l'investissement et de la productivité. Il conviendrait dans ces conditions de privilégier la promotion et la redynamisation de la coopération commerciale multilatérale, en mettant l'accent sur les avantages possibles du commerce des services.

Progrès vers le développement durable

La faible croissance du revenu par habitant compromet la réalisation des objectifs de développement durable dans plusieurs régions

Le rythme inégal de la reprise économique mondiale selon les régions continue de susciter des inquiétudes concernant la réalisation des objectifs de développement durable. Récemment, de nombreux pays ont même régressé, avec un repli du revenu moyen dans quatre grandes régions en développement en 2016.

De 2017 à 2019, on s'attend, sinon à de nouveaux reculs, du moins à une croissance négligeable du produit intérieur brut (PIB) par habitant en Afrique centrale, en Afrique australe et en Afrique de l'Ouest ainsi qu'en Asie occidentale, en Amérique latine et dans les Caraïbes. Dans l'ensemble de ces régions, 275 millions de personnes vivent dans l'extrême pauvreté, ce qui souligne l'importance de s'attaquer à certains des problèmes structurels de long terme qui empêchent d'avancer plus rapidement sur la voie du développement durable et de veiller à ne pas s'éloigner davantage des objectifs d'élimination de la pauvreté et de création d'emplois décents pour tous. Si l'on ignore ces problèmes, un quart de la population de l'Afrique pourrait vivre dans l'extrême pauvreté d'ici à 2030.

Pour soutenir la croissance des PMA, il faut, outre des ressources financières, remédier plus efficacement aux carences institutionnelles et répondre aux inquiétudes en matière de sécurité

Très rares sont les pays les moins avancés (PMA) qui paraissent à même d'atteindre l'objectif de développement durable d'un maintien à au moins 7 % de la croissance du produit intérieur brut à court terme. Nombre de ces pays devront augmenter leur niveau d'investissement pour se rapprocher de cet objectif. Pour mobiliser les ressources financières requises, diverses sources de financement, nationales et internationales, publiques et privées peuvent être associées. Toutefois, beaucoup de PMA peinent à progresser plus rapidement en raison de carences institutionnelles, de l'insuffisance des infrastructures de base et de la forte vulnérabilité face aux chocs climatiques et aux catastrophes naturelles, mais également sous l'effet de problèmes liés à la sécurité et à l'incertitude politique. Ces obstacles doivent être levés pour assurer la mobilisation efficace des financements disponibles en faveur de l'investissement productif.

À l'heure où la croissance économique s'accélère, il devient de plus en plus nécessaire de tenir compte de ses liens avec la préservation de l'environnement

L'accélération de la croissance économique a également un coût environnemental. La fréquence des chocs climatiques continue d'augmenter, soulignant l'urgente nécessité de renforcer la résilience face aux changements climatiques et d'enrayer la dégradation de l'environnement. Si le niveau des émissions de carbone liées à la consommation d'énergie à l'échelle mondiale est demeuré stable entre 2013 et 2016, le retour à une plus forte croissance du PIB risque de le faire remonter.

Les émissions imputables aux secteurs du transport maritime et aérien international ne sont pas couvertes par l'Accord de Paris, alors qu'elles ont crû plus rapidement que celles du transport routier ces 25 dernières années et continuent d'augmenter au même rythme depuis 2013. Si les mesures de lutte contre la pollution atmosphérique ont été renforcées dans ces deux secteurs, rien ne garantit que les politiques actuelles suffiront à ramener les émissions à un niveau compatible avec les objectifs de l'Accord de Paris.

La transition vers l'énergie durable reste graduelle

La transition vers l'énergie durable intervient progressivement. Si les énergies renouvelables représentent plus de la moitié de l'ensemble de la puissance récemment installée, elles n'entrent que pour 11 % environ dans le total de la production d'énergie dans le monde. La Chine demeure le premier investisseur mondial dans les énergies renouvelables et, en 2017, des projets éoliens de grande envergure devraient stimuler l'investissement dans ce domaine en Allemagne, en Australie, en Chine, aux États-Unis, au Mexique et au Royaume-Uni. Alors que de nombreux pays, notamment en Afrique, continuent de subir de graves pénuries d'énergie, les occasions ne manquent pas pour créer dès à présent, au moyen de politiques et d'investissements intelligents, les conditions propices à une croissance écologiquement durable.

Incertitudes et risques

Les perspectives économiques restent à la merci de changements dans les politiques commerciales, d'une dégradation subite de la conjoncture financière mondiale et d'une recrudescence des tensions géopolitiques

Bien que l'économie soit en grande partie sortie de l'état de vulnérabilité dans lequel l'avait plongée la crise financière mondiale, nombre d'incertitudes et de risques se profilent à l'horizon. L'ampleur des incertitudes continue d'assombrir les perspectives concernant le commerce mondial, l'aide au développement et les objectifs en matière de migrations et de lutte contre les changements climatiques, risquant de retarder toute reprise plus généralisée de l'investissement et de la productivité à l'échelle mondiale. Une recrudescence des tensions géopolitiques pourrait quant à elle inciter à privilégier davantage les politiques unilatérales et isolationnistes. La longue période de liquidités abondantes et de faibles coûts d'emprunt

a contribué à faire grimper davantage le niveau d'endettement à l'échelle mondiale et à aggraver les déséquilibres financiers. Elle est aussi liée au niveau actuellement élevé du cours des actifs, qui témoigne d'une évaluation insuffisante du risque.

De nombreuses économies en développement, notamment celles où les marchés de capitaux sont plus ouverts, demeurent exposées à une accentuation subite de l'aversion au risque, à un durcissement désordonné des conditions de liquidité mondiales et à des retraits soudains de capitaux. La normalisation des politiques monétaires dans les économies développées pourrait conduire à une remontée brutale de l'aversion au risque. Actuellement, les banques centrales des économies développées opèrent à bien des égards en territoire inconnu, sans précédent historique pour orienter leur action. Dans ces conditions, les ajustements des marchés des capitaux sont moins prévisibles que lors des reprises économiques précédentes et les risques liés aux erreurs d'orientation s'intensifient.

Les enjeux de la politique économique et les mesures à prendre

La reprise simultanée dans les grandes économies, la stabilité des marchés de capitaux et l'absence de chocs négatifs offrent l'occasion de réorienter la politique économique

S'il subsiste un certain nombre de risques et d'incertitudes, l'environnement économique actuel se distingue toutefois par l'alignement des cycles économiques des grandes économies, la stabilité des marchés de capitaux et l'absence de chocs négatifs, tels que des variations brutales des prix des produits de base.

À mesure que s'installent les conditions d'une plus large stabilité économique mondiale, il devient moins nécessaire d'axer la politique économique sur l'atténuation des conséquences de la crise et la stabilisation macroéconomique à court terme. Conjuguée à l'amélioration des conditions d'investissement, cette évolution donne plus de marge de manœuvre pour réorienter cette politique vers des priorités à plus long terme, notamment renforcer la dimension écologique de la croissance économique, rendre celle-ci plus inclusive et adopter des mesures pour remédier aux carences institutionnelles qui entravent le développement.

Cette réorientation et l'optimisation des synergies positives entre les objectifs de développement sont à même de stimuler l'investissement, la création d'emplois et la croissance économique durable à moyen terme. Les investissements actuels dans des domaines comme l'éducation, l'élargissement de l'accès aux soins de santé, l'accroissement de la résilience face aux changements climatiques, l'amélioration de la qualité des institutions et le renforcement de l'inclusion financière et numérique encourageront la croissance économique et la création d'emplois à court terme. Ils permettront en outre de progresser plus rapidement vers la réalisation des objectifs sociaux et environnementaux et favoriseront l'instauration d'une croissance durable à plus long terme.

La réorientation de la politique économique devrait porter sur quatre domaines concrets : l'accentuation de la diversification économique, la réduction des inégalités, la consolidation de l'architecture financière et l'élimination des carences institutionnelles

Les décideurs devraient tirer parti du contexte macroéconomique actuel pour se concentrer sur quatre domaines concrets. Premièrement, on ne saurait trop insister sur la nécessité, reconnue de longue date, de la diversification économique dans les pays qui restent largement tributaires de quelques produits de base. Les lourdes conséquences économiques des récents réalignements des prix de ces produits attestent l'importance de cet objectif.

Il est également essentiel d'enrayer et de corriger la montée des inégalités afin de garantir une croissance équilibrée et durable à terme. Dans cette optique, il faudra associer des politiques à court terme visant à relever le niveau de vie des plus démunis et des politiques à plus long terme de promotion de l'égalité des chances, notamment grâce à l'investissement dans le développement du jeune enfant, l'élargissement de l'accès aux soins de santé et à l'éducation ainsi que l'investissement dans le réseau routier rural et l'électrification.

Le troisième domaine où une action est primordiale est la mise en conformité de l'architecture financière internationale avec le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et le Programme d'action d'Addis-Abeba. À cette fin, il sera nécessaire d'élaborer un nouveau cadre de financement du développement durable et de passer progressivement des préoccupations actuelles, motivées par le profit à court terme, à des préoccupations centrées sur la création de valeur à long terme de manière responsable sur le plan social et environnemental. Les politiques macroprudentielles, si elles sont bien coordonnées avec les politiques monétaires, budgétaires et de change, peuvent contribuer à la réalisation de ces objectifs en favorisant la stabilité financière et en limitant l'accumulation des risques financiers.

Enfin, la faiblesse de la gouvernance et l'instabilité politique demeurent des obstacles fondamentaux à la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030. Pour autant, le renforcement de la croissance économique mondiale n'est pas, à lui seul, d'un grand secours pour les populations touchées par des situations de conflit, dans lesquelles il est difficile d'accomplir de réels progrès vers le développement durable. Aussi, les priorités de l'action publique doivent être, entre autres, d'intensifier les activités d'appui à la prévention et à la résolution des conflits et de corriger les carences institutionnelles à l'origine de bon nombre des difficultés rencontrées.